

Incidences

Un monde inquiet en quête de stabilité



François Nordmann

Tout le monde s'attend à une année 2014 difficile: nombre de conflits non résolus subsistent dans le monde sans que les grandes puissances se montrent capables de les maîtriser. S'agit-il de manque de capacité? de volonté? de vision stratégique? La question se pose à propos de la politique américaine et occidentale. Les Etats-Unis ne sont plus prêts à intervenir militairement s'ils peuvent l'éviter: aussitôt on leur fait le procès de se désintéresser des affaires du monde, de se désengager de la grande politique mondiale. Les Européens ne valent guère mieux: aucun Etat, sauf la France, n'était disposé à frapper la Syrie l'an dernier, même après l'emploi avéré d'armes de destruction massive. L'accord intérimaire avec l'Iran n'a pas dissipé toute ambivalence quant au programme nucléaire iranien. L'OTAN retire ses troupes d'Afghanistan, en dépit du risque de voir les talibans y retrouver la position dominante que l'Alliance était venue détruire. Enfin les conflits asiatiques sont lointains, ils paraissent localisés et ils ne regardent au fond que les pays bordiers du Pacifique. Cette passivité traduit la lassitude des peuples affectés par la récession économique la plus dure depuis les années 30; le refus d'aller faire la guerre pour des causes mal expliquées ou mal perçues; la division au sein des électors.

De nos jours, la sécurité est devenue multiforme: le territoire n'est plus menacé au sens classique du terme, mais les réseaux de transport ou d'électricité peuvent être paralysés par une cyberattaque, même aux Etats-Unis; le terrorisme reste suspendu au-dessus de nos sociétés comme l'épée de Damoclès. Le changement climatique ne connaît pas de fron-

tières. Nous ne sommes pas en guerre, il s'en faut de beaucoup, mais nous sommes tous dépendants de la qualité des renseignements que nous sommes en mesure d'obtenir: d'où le débat sur la part de liberté et l'étendue de la sphère privée que nous sommes d'accord de sacrifier pour assurer notre sécurité sournoisement mise en cause.

Ces réflexions sur l'état de notre monde ont servi de toile de fond à deux grandes rencontres qui se tiennent rituellement au début de l'année à Davos et à Munich. Le Forum économique mondial, à fin janvier, cherche à réunir les hommes d'Etat et les capitaines d'entreprise, financiers et diplomates sur une foule de thèmes économiques, sociaux et politiques dans le but de changer le monde. La Conférence sur la

Les Américains ont vigoureusement réfuté l'idée que les Etats-Unis se retireraient du monde. A Davos et à Munich, John Kerry a martelé ce message

sécurité de Munich, au début de février, se consacre depuis cinquante ans aux problèmes de sécurité et de défense, souvent avec les mêmes acteurs qu'on a pu voir dans la station grisonne. Vaste forum des relations transatlantiques, elle a élargi son domaine d'intérêt aux grandes questions de l'heure - Asie, Proche-Orient, Europe orientale, etc. Elle est considérée comme la meilleure du monde de sa catégorie, selon un classement réalisé par l'Université de Pennsylvanie.

Les Américains présents ont vigoureusement réfuté l'idée que l'Amérique se retirerait du monde. Il n'y a en fait pas un seul secteur politique ou géographique où les Etats-Unis ne soient engagés, que ce soit en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie... John Kerry a répété avec force ce message qu'il avait commencé à marteler à Davos, am-

plifié par le président Obama dans son récent discours sur l'état de l'Union.

Un accent nouveau a été donné par le ministre allemand des Affaires étrangères, M. Frank-Walter Steinmeier. Faisant écho aux propos du président allemand, Joachim Gauck, il a laissé entendre que l'Allemagne devait mieux assumer sa part de responsabilités internationales et se montrer plus présente dans les opérations militaires montées avec l'appui de l'Union européenne, de type Mali ou Centrafrique (l'Allemagne y envoie 600 hommes). Un récent accord avec la France pourrait donner une nouvelle dimension à la participation allemande à la politique de défense commune. Et l'intérêt marqué pour l'Europe de l'Est que l'on cultive à Berlin n'est plus exclusif: on y est tout aussi conscient que la sécurité de l'Europe est aussi en cause au sud de la Méditerranée. Un subtil rééquilibrage a lieu, remarqué par Herman Van Rompuy, le président du Conseil européen: les pays du Sud se préoccupent eux-mêmes maintenant comme jamais du partenariat oriental et notamment ces jours-ci de l'Ukraine. L'Allemagne pourrait aussi subtilement renforcer son partenariat avec la Russie, usant davantage de son influence et mettant en avant à la critique du régime de M. Poutine.

M. Steinmeier a été ministre des Affaires étrangères une première fois de 2005 à 2009. La grande coalition de 2013 lui a valu de retrouver son poste. En rentrant dans son bureau, il s'est exclamé: rien n'a changé ici, c'est le même décor, la même table de travail! Mais au cours des quatre années écoulées, c'est le monde qui a profondément changé!

Comme pour démentir ces propos, la Conférence sur la sécurité de Munich a aligné cinq grands anciens qui avaient participé au début de cette manifestation en 1964, et qui sont âgés de 80 à 95 ans aujourd'hui: Helmut Schmidt, Henry Kissinger, Valéry Giscard d'Estaing, Zbigniew Brzezinski, Egon Bahr... Pour eux, l'Alliance atlantique reste l'indispensable dénominateur commun. A condition de se rénover.

Vous et nous

Vous écrivez



Le rêve renaît avec le FAIF

Daniel Mange, professeur honoraire à l'EPFL, Lausanne

Swissmetro, cet avion sans ailes ou ce train sans roues, génial projet né en Suisse romande dans les années 1980, avait percé la grisaille et fait rêver. Né au mauvais endroit, au mauvais moment, le projet a capoté, mais son souvenir a survécu et s'inscrit dans l'inconscient collectif de cette région. Dans le débat sur le FAIF qui s'achève, il faut chausser les grosses lunettes et lire les petits caractères des textes qui nous sont soumis; alors le rêve renaît. Un document crucial pour l'avenir du chemin de fer suisse est passé inaperçu: la stratégie ferroviaire du Conseil fédéral est résumée en douze lignes dans le Message FAIF du 18 janvier 2012. Trois étapes sont prévues: cadence d'abord, avec une généralisation de l'horaire cadencé idéal (une heure exactement de centre à centre); fréquence ensuite, avec le passage au rythme de la demi-heure, voire du quart d'heure sur les parcours les plus fréquentés; vitesse enfin, avec l'accélération des trajets sur certains axes stratégiques. Même si l'étape vitesse est annoncée pour 2040, elle implique, toujours selon le Conseil fédéral, une mise à niveau de tous les tronçons nouveaux qui devront être aménagés pour des vitesses élevées. Les 6,4 milliards de l'étape 2017-2025 du FAIF garantissent la transformation totale des gares de Genève et de Lausanne. L'éternelle oubliée, la ligne qui relie ces deux métropoles, devra alors revendiquer sa sortie du purgatoire de la défunte 3e voie; cet axe majeur pour la Suisse occidentale peut prétendre à un destin magistral, soit la construction d'une ligne nouvelle, selon la stratégie du Conseil fédéral. Poursuivie par le tunnel de Lausanne à Vauderens, selon le postulat accepté à l'unanimité par le Grand Conseil vaudois, elle constituera l'un des éléments clés de la future croix fédérale de la mobilité (Genève - Saint-Gall et Bâle-Chiasso), la vision vigoureusement défendue par le conseiller national Olivier François. Le FAIF contient potentiellement tout pour nous faire rêver. Un oui massif s'impose pour que ce rêve devienne réalité.

Contempler la terre

Martine Keller, Cointrin (GE)

A propos de l'interview de Pierre Rabhi (LT du 01.02.2014)

Je m'étonne que vous puissiez qualifier Pierre Rabhi d'«utopiste», alors que ses propos - poétiquement exprimés - relèvent du pur bon sens: l'essentiel ne s'achète pas, il est toujours disponible, et en abondance encore! Bon sens que beaucoup d'entre nous semblent avoir égaré. Quant à la plupart des politiciens et autres affairés, leur vinyle rayé répète «croissance» avec l'accent des années 50... De grâce, changez de sillon ou, mieux, contemplez la terre, toute la terre, la vie d'un œil neuf; mais serait-ce cela l'utopie?

Nous rectifions

«Le Temps» du 16 décembre 2013

Le Temps a publié dans ses pages «Débats» une contribution signée par M. Georges Portmann, président de la direction générale de CSS Assurances SA. Intitulé «Les assureurs maladie lutteront contre l'hydre paperassière», le texte faisait un rapprochement entre l'insolvabilité de trois caisses maladie alémaniques et les récentes difficultés rencontrées par Supra avec sa branche «assurance complémentaire». Aussitôt après la parution de l'article, M. Portmann a reconnu avoir commis une erreur en suggérant dans son texte que Supra était elle aussi concernée par une «forte croissance des primes avec surendettement», des «fraudes établies» et des «machinations criminelles». Le président de la direction générale de CSS s'est excusé auprès de Supra pour cette analogie qui a pu nuire à l'image de la caisse maladie et porter atteinte à ses droits de la personnalité. Le Temps regrette à son tour d'avoir été le vecteur d'un texte induisant le lecteur en erreur. Les faits imputés à Supra par erreur et publiés dans nos colonnes n'ont jamais été établis et ils ne sauraient donc être reprochés ni à Supra, ni à ses organes.

Vous précisez

«Le Temps» du 25 janvier 2014

Suite à la publication de notre article sur les prix des médicaments, Thomas Cueni, secrétaire général d'Interpharma, indique qu'il n'a pas proposé de «s'attaquer aux marges des pharmaciens». Ce dont il a parlé était l'article 56 alinéa 3 de la loi sur l'assurance maladie qui, dans l'assurance de base prévoit que les «avantages» (rabais) doivent être «répercutés». Ceci n'est pas identique à des rétributions légitimes de prestations convenues par contrat et dépassant la marge (services et conseils). Afin d'éviter les abus, plus de transparence est souhaitée pour ces rétributions. Selon Thomas Cueni, une possibilité serait d'intégrer une prescription de transparence dans le cadre de la révision actuelle de la loi fédérale sur les produits thérapeutiques.

.....
Conseiller d'Etat tessinois,
membre de la Lega
.....

Pourquoi le Tessin, débordé par l'immigration, votera oui



Norman Gobbi

Il fut un temps où la souveraineté étatique était encore une valeur protégée et certaine, un principe qui a permis à notre pays de devenir ce qu'il est aujourd'hui: le pays du monde le plus propice à faire grandir ses enfants respectueusement (étude menée par Economist Intelligence Unit en 2012). Aujourd'hui, ce fondement de souveraineté, si cher à notre cœur, a perdu sa domination, son intangibilité, sa certitude: il a été upprimé et oublié. Qui sème le vent récolte la tempête.

Le thème de l'immigration est entré aujourd'hui. Le 9 février prochain, nous serons appelés aux urnes sur l'initiative «Contre l'immigration de masse», initiative qui veut redonner à notre pays le contrôle en matière d'immigration.

Au sud des Alpes, le quotidien n'est pas toujours prospère. Cela résulte, en particulier, du manque de prise en considération des intérêts de notre canton, le Tessin, lors de l'élaboration des normes fédérales.

Une simple démonstration peut être faite avec les chiffres suivants. Le permis G (frontaliers), qui n'est pas - et n'a jamais été - contingenté, a engendré la

situation suivante: un travailleur sur quatre, dans notre canton, est un frontalier, c'est-à-dire qu'il y en a environ 60 000 (ils ont doublé depuis 2002) pour une population de 340 000 habitants. A titre de comparaison, l'Arc lémanique compte plus de 90 000 frontaliers. Ce phénomène ne touche pas uniquement le sud ou les régions frontalières, mais aussi, quoique d'une manière beaucoup moins importante, Zurich (8844 frontaliers) et la Suisse centrale (1603 frontaliers). Dans ces deux régions, les chiffres ont augmenté de 7,2%, respectivement 16,8% en 2012.

Si le flux est encore «limité», la croissance démographique, quant à elle, est préoccupante. Elle cause, parmi d'autres, l'effet substitutif de la main-d'œuvre locale, le dumping salarial et une augmentation du chômage.

Comme le canton de Genève, le Tessin a malheureusement dû vivre l'effet d'anticipation, c'est-à-dire que c'est dans notre canton que les effets ont été perçus en premier.

L'accord sur la libre circulation des personnes et les accords de Schengen ont montré leurs limites. Un citoyen résident sur quatre est un étranger. Le domaine de la sécurité n'a pas non plus été épargné: selon les statistiques de la police criminelle en 2012, les infractions commises en Suisse (750 371) ont augmenté de 8,3% par rapport à l'année précédente. 18% des cas concernaient des citoyens qui ne résident pas dans notre pays, et dans 28%, il s'agis-

sait de résidents étrangers en Suisse; on se réfère ici à la criminalité transfrontalière. Avec un oui, on pourra demander l'extrait du casier judiciaire, et vérifier systématiquement les précédents pénaux de ceux qu'on entend accueillir. A titre indicatif, la prison de Champ-Dollon compte plus ou moins 600 détenus, et dans 90% des cas, il s'agit d'étrangers. Au Tessin, au pénitencier de la Stampa en 2012, 76% des détenus étaient étrangers. Au niveau fédéral, des statistiques relatives à la population carcérale montrent que 73,8% de la population carcérale en Suisse est composée d'étrangers.

On peut voir le 9 février comme l'occasion de reprendre le contrôle de notre marché du travail

Ces données méritent sans doute réflexion.

Concrètement, si l'initiative est acceptée, tous les cantons bénéficieront d'une liberté de choix: le choix de contrôler et limiter les permis de séjour (durables ou non), les requêtes d'asile, les cas de regroupement familial, les prestations sociales, les permis G, etc. Tout cela sera - à l'avenir - mesuré sur la base de nos nécessités, notamment le besoin de main-d'œuvre. Enfin, des conventions internationales ultérieures,

en contradiction avec l'autonomie de la Suisse relative à sa politique migratoire, seront interdites.

On peut voir le 9 février comme l'occasion nécessaire et à ne pas manquer de renouer, de reprendre le contrôle de notre marché du travail, de favoriser la main-d'œuvre locale, et de nous assurer que ceux qu'on accueille sont dignes de notre pays. En votant non, nous risquons, en 2015, d'arriver au seuil des 10 millions d'habitants! Chaque année, environ 80 000 étrangers immigreront en Suisse: c'est comme si tous les deux ans naissait un nouveau canton de Neuchâtel!

Il s'agit finalement, et tout simplement, de reprendre le contrôle et l'autonomie de la politique étrangère en Suisse et de l'ancrer dans notre Constitution. Un oui s'impose donc comme légitime et nécessaire pour reconquérir notre souveraineté.